



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/6
20 avril 2015

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-quatorzième réunion
Montréal, 18 – 22 mai 2015

RETARDS DANS LA PROPOSITION DES TRANCHES

Introduction

1. Le Secrétariat a préparé ce document sur les retards dans la proposition des tranches des accords pluriannuels en réponse à la décision 53/3(c)¹. Ce document contient les mesures prises par le Secrétariat en lien avec les décisions du Comité exécutif sur les retards dans la présentation des tranches, prises à sa 73^e réunion; une analyse des tranches qui n'ont pas été présentées à la 74^e réunion; les raisons pour lesquelles des tranches présentées ont ensuite été retirées et des recommandations.

Suite donnée aux décisions prises sur les retards dans la présentation des tranches à la 73^e réunion

2. Conformément à la décision 73/4(b), le Secrétariat a envoyé des lettres aux gouvernements des pays suivants pour les inciter à présenter la prochaine tranche de leurs accords pluriannuels à la 74^e réunion : Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Bahreïn, Bangladesh, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Iraq, Jordanie, Koweït, Pérou, Qatar, Arabie saoudite, Sénégal, Suriname, Thaïlande, Yémen.

3. Par la suite, les gouvernements de l'Argentine², de l'Arménie³, de Bahreïn⁴, du Bangladesh⁵, de la Guinée équatoriale⁶, de Guyana⁷, d'Iraq⁸, de Jordanie⁹, du Koweït¹⁰, du Sénégal¹¹, du Suriname¹² et de la

¹ Demander au Secrétariat d'inclure l'information sur les retards des propositions dans le contexte de son examen de l'exécution des plans d'activités lors des deuxième et troisième réunions de chaque année.

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/19

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/20

⁴ Soumis et retiré par le PNUE durant le processus d'examen des projets.

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/21

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/30

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/32

Thaïlande¹³ ont présenté les tranches respectives de leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) à la 74^e réunion.

Analyse des tranches qui n'ont pas été présentées à la 74^e réunion

4. Trente-cinq activités associées à des tranches de PGEH pour 24 pays, d'une valeur totale de 10 887 445 \$US, incluant les coûts d'appui d'agence, n'ont pas été présentées¹⁴, comme l'indique le tableau 1.

Table 1. Tranches qui n'ont pas été présentées à la 74^e réunion

Pays	Agence	Tranche	Montant (incluant les coûts d'appui)	Décaissement de 20% réalisé	Raison du retard	Incidence sur la conformité	Consommation de 2013 en dessous du gel	Accord signé
Albanie	ONUDI	2015	43 600	Non	Gouvernement/changements au sein de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/rapport de vérification/ faible taux de décaissement	Non	Oui	Oui
Albanie	PNUE	2015	25 990	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Algérie	ONUDI	2014	154 800	Non	Entreprise/niveau de subvention/faible taux de décaissement	Non	Oui	N.D.
Angola	PNUD	2013	33 911	Non	Calendrier des tranches affecté par approbation antérieure retardée/faible taux de décaissement	Peu probable	Oui	Oui
Antigua-et-Barbuda	PNUE	2015	6 610	Oui	Fonds suffisants provenant de la tranche en cours	Non	Oui	Oui
Bolivie (État plurinational de)	Allemagne	2015	72 885	Non	Transfert demandé de l'Allemagne à l'ONUDI ¹⁵	-	-	-
Chili	PNUE	2014	30 535	Non	Calendrier des tranches affecté par approbation antérieure retardée/faible taux de décaissement	Peu probable	Oui	Non
Chili	PNUD	2014	120 980	Non	Calendrier des tranches affecté par approbation antérieure retardée/faible taux de décaissement	Peu probable	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	PNUE	2014	212 998	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
République populaire démocratique de Corée	PNUE	2015	54 805	Non	Sanctions/faible taux de décaissement	Non	Non*	Oui
République populaire démocratique de Corée	ONUDI	2015	458 153	Non	Sanctions/restrictions de voyage vers ce pays/faible taux de décaissement	Non	Non*	Oui

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/34

⁹ Soumis et retiré ensuite par l'ONUDI et la Banque mondiale durant le processus d'examen des projets.

¹⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/35

¹¹ Soumis et retiré ensuite par le PNUE et l'ONUDI durant le processus d'examen des projets.

¹² UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/47

¹³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/48

¹⁴ A titre de comparaison, 20 tranches qui devaient être présentées à la 73^e réunion ne l'ont pas été.

¹⁵ Traitée dans Rapports de situation et rapports sur des projets comportant des exigences particulières de remise des rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/12).

Pays	Agence	Tranche	Montant (incluant les coûts d'appui)	Décaissement de 20% réalisé	Raison du retard	Incidence sur la conformité	Consommation de 2013 en dessous du gel	Accord signé
République démocratique du Congo	PNUE	2015	26 555	Oui	Gouvernement/changements au sein de l'UNO	Non	Oui	Oui
République démocratique du Congo	PNUD	2015	26 160	Non	Difficultés d'approvisionnement/ faible taux de décaissement	Non	Oui	Oui
Haïti	PNUD	2014	105 860	N.D.	Retard de la tranche de l'agence principale	Non	Oui	N.D.
Haïti	PNUE	2014	33 900	Oui	Gouvernement/changement de ministre/exigence du système de quotas	Non	Oui	Non requis
Kenya	France	2015	197 596	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	N.F.
Maldives	PNUE	2015	113 746	Oui	Rapport de vérification	Peu probable	Oui	Oui
Monténégro	ONUDI	2015	105 888	Non	Entreprise/niveau de subvention/faible taux de décaissement	Non	Oui	Non
Myanmar	PNUE	2015	21 470	Non	Gouvernement/signature de l'accord/faible taux de décaissement	Non	Oui	Non
Myanmar	ONUDI	2015	65 400	Non	Retard de la tranche de l'agence principale	Non	Oui	N.D.
Pérou	PNUE	2013 et 2015	28 250	Oui	Gouvernement/changements au sein de l'UNO/signature de l'accord	Non	Oui	Non
Pérou	PNUD	2013 et 2015	135 891	Non	Gouvernement/signature de l'accord/faible taux de décaissement	Peu probable	Oui	Oui
Qatar	ONUDI	2013 et 2015	731 745	Oui	Gouvernement/lettre d'endossement	Non	Oui	Oui
Qatar	PNUE	2013 et 2015	231 650	Oui	Gouvernement/signature de l'accord	Non	Oui	Non
Sainte-Lucie	ONUDI	2015	4 144	Oui	Retard de la tranche de l'agence principale	Non	Oui	N.D.
Sainte-Lucie	PNUE	2015	10 760	Oui	Calendrier des tranches révisé selon la décision 70/23(b)(i)	Non	Oui	Oui
Saint-Vincent et le Grenadines	PNUE	2015	158 200	Oui	Calendrier des tranches révisé selon la décision 70/23(b)(i)	Non	Oui	Oui
Arabie saoudite	PNUE	2015	281 418	Non	Gouvernement/signature de l'accord/faible taux de décaissement	Non	Oui	Non
Arabie saoudite	ONUDI	2014 et 2015	3 174 262	Non	Calendrier des tranches affecté par approbation antérieure retardée/faible taux de décaissement	Non	Oui	Oui
Seychelles	Allemagne	2015	202 800	Non	Gouvernement/faible taux de décaissement	Non	Oui	Oui
Timor-Leste	PNUD	2015	11 641	Oui	Fonds suffisants provenant de la tranche en cours	Peu probable	Oui	Oui
Timor-Leste	PNUE	2015	18 532	Oui	Fonds suffisants provenant de la tranche en cours	Non	Oui	Oui
Turquie	ONUDI	2015	2 675 000	Oui	Gouvernement/UNO/rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Viet Nam	Banque mondiale	2015	1 124 860	Oui	Calendrier des tranches révisé selon la décision 70/23(b)(i)	Non	Oui	Oui
Yémen	PNUE	2014	186 450	Oui	Instabilité politique/rapport de vérification	N.D.	Oui	Oui
Total			10 887 445					

* Non, mais en conformité avec le plan d'action (décision XXVI/15).

N.F. : non fourni. N.D. : Non disponible.

Raisons des retards et état des PGEH

5. Les raisons des retards incluent : entreprise/niveau de subvention (2), gouvernement (11), changements au sein de l'Unité nationale de l'ozone (UNO) (4), changement de ministre/système de quotas (1), lettre d'endossement (1), signature des accords (6), retard de la tranche de l'agence principale (3), instabilité politique (1), approvisionnement (1), sanctions (2), rapport de vérification (7), calendrier des tranches affecté par une approbation antérieure retardée (4), calendrier de présentation des tranches révisé selon la décision 70/23(b)(i) (3), et fonds suffisants provenant de tranches précédentes (3).

6. Le tableau 1 révèle aussi que les retards dans la présentation des tranches de PGEH attendues ont une incidence sur la conformité nulle ou peu probable. En outre, ces pays avaient atteint le niveau de gel de 2013 à l'exception de la République populaire démocratique de Corée que les Parties au Protocole de Montréal ont jugé en conformité et qui a présenté un plan d'action pour revenir à la conformité (décision XXVI/15). Toutes les tranches encore attendues devraient être présentées à la 75^e réunion, à l'exception de celles des Maldives, du Qatar et du Yémen qui pourraient être présentées à la 76^e réunion.

7. La section suivante examine, pour chaque pays, les raisons du retard dans la présentation de la tranche et l'état de mise en œuvre des PGEH.

Albanie (PNUE et ONUDI) – Gouvernement/changements au sein de l'UNO/rapport de vérification/faible taux de décaissement

8. L'ONUDI a indiqué que les retards étaient dus à la nomination d'un nouvel administrateur de l'ozone. Depuis, une réunion a eu lieu avec le nouvel administrateur en novembre 2014, un plan de travail a été adopté, un contrat a été émis pour le rapport de vérification; le décaissement est imminent et il devrait permettre au pays d'atteindre le seuil de décaissement de 20 pour cent.

Algérie (ONUDI) – Entreprise/niveau de subvention/faible taux de décaissement

9. Cette tranche devait être présentée il y a trois réunions. L'ONUDI a indiqué qu'il était difficile de rattraper tous les retards accumulés depuis la mise en place de l'UNO. Toutefois, des activités ont démarré et certains progrès ont été accomplis (par ex. formation des autorités douanières, visites de centres de formation). Au sujet du projet Condor pour la reconversion de climatiseurs à base de HCFC-22, approuvé à la 66^e réunion, la raison du retard fournie à la 73^e réunion¹⁶ était le temps nécessaire à l'entreprise pour achever les travaux préparatoires en vue de l'introduction de la nouvelle technologie à base de R-32. Depuis cette réunion, la société n'a pas pris de décision sur les activités de reconversion. Concernant le projet Cristor pour l'élimination du HCFC-141b dans la fabrication de mousses isolantes, approuvé à la 62^e réunion, la raison du retard, indiquée à la 73^e réunion, était la difficulté à finaliser le volume des fournitures étant donné le budget disponible. Dans sa mise à jour pour la présente réunion, l'ONUDI indique que la reconversion immédiate d'une des trois chaînes de production est envisagée et la reconversion des chaînes restantes sera faite avec le financement (de contrepartie) de la société.

Angola (PNUD) – Calendrier des tranches affecté par une approbation antérieure retardée/faible taux de décaissement

10. Cette tranche devait être présentée à l'avant-dernière réunion. La demande pour la tranche de 2012 a été retardée et approuvée seulement à la 72^e réunion. Le PNUD a signalé à la 73^e réunion qu'un délai était nécessaire pour achever les activités en suspens. Le PNUD a signalé à cette réunion qu'une mission a eu lieu en mars 2015 et une mise à jour du plan d'approvisionnement a été acceptée qui, selon le PNUD, pourrait accélérer la présentation de la prochaine tranche (2013).

¹⁶ Retards dans la soumission des tranches (UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/6)

Antigua-et-Barbuda (PNUE) – Fonds suffisants provenant de la tranche en cours

11. La première tranche comprend du financement pour l'assistance technique et les volets de formation du PGEH, la seconde tranche pour le volet des rapports. Puisque ce volet n'aura pas d'incidence significative sur les activités, il a été convenu avec le pays de ne pas présenter la seconde tranche à la 74^e réunion. Le PNUE a demandé à l'UNO de remettre les rapports périodique et financier afin de permettre la présentation de la seconde tranche à la 75^e réunion.

Chili (PNUD et PNUE) – Calendrier des tranches affecté par une approbation antérieure retardée/faible taux de décaissement

12. Le PNUD a indiqué que la mise en œuvre du projet est en bonne voie. La demande de tranche n'a pas été présentée à cette réunion car la tranche précédente a été approuvée à la 73^e réunion. Le PNUE a signalé que les termes de l'accord pour la tranche étaient en cours de discussion avec l'UNO.

Côte d'Ivoire (PNUE) – Rapport de vérification

13. Il y a eu du retard dans le dépôt du rapport de vérification obligatoire. Le PNUE encourage le pays à le soumettre dès que possible.

République populaire démocratique de Corée (PNUE et ONUDI) – Sanctions/restrictions de voyage vers ce pays/faible taux de décaissement

14. En dépit des progrès de l'ONUDI dans la mise en œuvre du PGEH et de l'émission de deux bons de commande, le seuil de décaissement de 20 pour cent n'a pas été atteint car un expert technique des mousses n'a pas été en mesure de se rendre dans le pays. Avec la levée des restrictions en mars 2015, une mission d'experts est prévue pour mai 2015. Pour le volet du PNUE, les modalités de financement sont encore en cours de préparation en raison des sanctions/résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Des consultations initiales sont prévues pour avril–juin 2015.

République démocratique du Congo (PNUD et PNUE) – Gouvernement/changements au sein de l'UNO/difficultés d'approvisionnement/faible taux de décaissement

15. Le PNUE a indiqué que les retards étaient dus à des changements au sein de l'UNO. Le nouvel administrateur de l'ozone a reçu l'appui du Programme d'aide à la conformité (PAC) du bureau régional en Afrique pour accélérer la mise en œuvre. Le PNUD a constaté que certains retards dans le processus d'approvisionnement sont survenus à cause d'un manque de fournisseurs intéressés lors des premiers appels d'offres. Toutefois, l'approvisionnement s'est achevé récemment, ce qui permettra de progresser et d'atteindre le seuil de décaissement de 20 pour cent.

Haïti (PNUD et PNUE) – Gouvernement/changement de ministre/exigence du système de quotas

16. Cette tranche devait être présentée il y a trois réunions. Dans son rapport à la 73^e réunion, le PNUE a signalé des progrès dans la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités destinées aux agents des douanes et aux techniciens en réfrigération, la définition du mandat d'un expert juridique appelé à élaborer un système exécutoire de quotas pour les HCFC et une résolution ministérielle à ce sujet attendue pour décembre 2014. Un nouveau ministre a été nommé en février 2015 et il a été mis au courant de ces questions. Un rapport exigé a été remis par l'UNO après l'échéance. Le PNUE a indiqué qu'il ferait le suivi des rapports afin d'accélérer la présentation à la 75^e réunion. Le PNUD n'avait reçu aucun financement dans la première tranche du PGEH.

Kenya (France) – Rapport de vérification

17. Le pays n'a pas terminé le rapport de vérification obligatoire pour la présentation. Un consultant en vérification a été mis sous contrat.

Maldives (PNUE) – Rapport de vérification

18. Les Maldives ont été sélectionnées à la 73^e réunion, comme un des pays à faible volume de consommation pour effectuer une vérification. Des délais supplémentaires sont requis pour planifier la vérification car il a fallu clarifier les exigences dans le pays d'abord. La vérification sera terminée au cours du deuxième semestre de 2015. Le PNUE apporte un soutien supplémentaire pour la conception et l'exécution de la vérification. Le PNUE a indiqué que la tranche serait présentée à la 76^e réunion.

Monténégro (ONUDI) – Entreprise/niveau de subvention/faible taux de décaissement

19. L'ONUDI a indiqué que le retard était dû au niveau de financement pour le PGEH, inférieur à ce qui avait été proposé, exigeant la réorganisation du projet. Elle a indiqué qu'elle accélérerait la mise en œuvre du plan de travail révisé.

Myanmar (PNUE et ONUDI) – Gouvernement/signature de l'accord/faible taux de décaissement

20. Cette tranche a été retardée car le décaissement ne pouvait se faire tant que le système de quotas n'avait pas été approuvé par le gouvernement. Le système de quotas a été mis en place en avril 2014 conformément à la décision 68/31(e)¹⁷ et l'accord est en cours d'examen. Une mission était prévue en avril 2015 pour commencer la mise en œuvre; l'ONUDI n'a reçu aucun financement dans la première tranche du PGEH.

Pérou (PNUD et PNUE) – Gouvernement/changements au sein de l'UNO/signature de l'accord/ faible taux de décaissement

21. Cette tranche devait être présentée il y a quatre réunions. À la 73^e réunion, le PNUD a indiqué que le document de projet venait d'être signé par le gouvernement et que la mise en œuvre avait commencé. Le même rapport a été fourni à la 74^e réunion. Le PNUE a indiqué que son accord avec le gouvernement n'était encore pas signé, à nouveau en raison de changements au sein du gouvernement/de l'UNO et qu'il ferait un suivi auprès du gouvernement.

Qatar (PNUE et ONUDI) – Gouvernement/signature de l'accord/lettre d'endossement

22. L'ONUDI et le PNUE ont préparé la présentation de la seconde tranche depuis la 73^e réunion mais n'ont pas été en mesure d'obtenir la lettre d'endossement du gouvernement/l'accord pour cette tranche. Le PNUE a indiqué que la tranche ne serait peut-être pas présentée d'ici la 76^e réunion.

¹⁷ Le Comité exécutif a décidé: "D'approuver la première tranche de la première étape du PGEH pour le Myanmar et le plan de mise en œuvre de la tranche correspondant, au montant de 159 000 \$US, plus les couts d'appui de l'agence de 20 670 \$US pour le PNUE, étant entendu que les sommes ne seront décaissées que lorsque le PNUE aura confirmé que le gouvernement du Myanmar a approuvé l'ordonnance relative à l'ozone établissant un programme de quotas de SAO".

Sainte-Lucie (PNUE et ONUDI) – Calendrier révisé des tranches selon la décision 70/23(b)(i)

23. La décision 70/23(b)(i) a reporté la date de présentation des tranches du PGEH pour Sainte-Lucie à la première réunion de l'année. Toutefois, le PNUE n'avait pas révisé son accord avec le pays en conséquence et la tranche n'a donc pas été présentée selon le nouveau calendrier.

Saint-Vincent et les Grenadines (PNUE) – Calendrier révisé des tranches selon la décision 70/23(b)(i)

24. La décision 70/23(b)(i) a reporté la date de présentation des tranches du PGEH pour Saint-Vincent et les Grenadines à la première réunion de l'année. Toutefois, le PNUE n'avait pas révisé son accord avec le pays en conséquence et la tranche n'a donc pas été présentée selon le nouveau calendrier.

Arabie saoudite (PNUE et ONUDI) – Gouvernement/signature de l'accord/calendrier des tranches affecté par une approbation antérieure retardée/faible taux de décaissement

25. La demande pour la tranche de 2013 a été retardée et approuvée seulement à la 72^e réunion pour l'ONUDI; toutefois les fonds n'ont pas été décaissés avant le dépôt du rapport de vérification obligatoire sur la consommation de HCFC en 2013. L'ONUDI a reçu les fonds pour la tranche de 2013 en novembre 2014 et n'a donc pas encore eu le temps de mettre en œuvre les projets prévus dans cette tranche. Depuis, des contrats d'équipements ont été émis pour trois autres sociétés de mousse de polyuréthane en mars 2015 et la livraison des équipements à une entreprise a été priorisée afin d'atteindre le seuil de décaissement de 20 pour cent pour une présentation à la 75^e réunion. Le PNUE ne peut pas soumettre sa tranche de 2015 tant que la tranche de l'ONUDI n'est pas approuvée et qu'au moins 20 pour cent des fonds ne soient décaissés.

Seychelles (Allemagne) – Gouvernement/faible taux de décaissement

26. L'Allemagne a signalé la lenteur de la mise en œuvre des activités dans ce pays. Les obligations contractuelles pour des tâches à achever sont rédigées pour faciliter les dépenses.

Timor-Leste (PNUD et PNUE) – Fonds suffisants provenant de la tranche en cours

27. En consultation avec le pays, il a été convenu qu'il y avait suffisamment de fonds résiduels pour appuyer toutes les activités prévues jusqu'en décembre 2015. C'est ainsi que l'UNO a conseillé de reporter la demande pour la seconde tranche. Le PNUE a signalé qu'une mission conjointe PNUD/PNUE s'est tenu en novembre 2014, que des discussions bilatérales ont également eu lieu avec l'UNO lors des réunions de réseau, que l'UNO a reçu une formation, et qu'une surveillance et un suivi continus sont en place. Le PNUE a aussi renforcé les ressources en personnel allouées par le PAC désigné pour appuyer la mise en œuvre nationale.

Turquie (ONUDI) – Gouvernement/UNO/rapport de vérification

28. L'UNO a changé en 2014. Le processus de sélection du consultant national pour le rapport de vérification n'est pas encore finalisé. L'ONUDI proposera le recrutement d'un expert international.

Viet Nam (Banque mondiale) – Calendrier révisé des tranches selon la décision 70/23(b)(i)

29. La décision 70/23(b)(i) a reporté la date de présentation des tranches du PGEH pour le Viet Nam à la première réunion de l'année. Toutefois, la Banque mondiale n'avait pas révisé son accord avec le pays en conséquence et la tranche n'a donc pas été présentée selon le nouveau calendrier.

Yémen (PNUE) – Instabilité politique/rapport de vérification

30. La tranche devait être soumise à l'avant-dernière réunion. Il a été difficile d'effectuer la vérification obligatoire en raison de la situation politique qui prévaut dans le pays. Le PNUE prévoit une coordination avec le gouvernement à l'extérieur du pays et fournir un soutien technique de suivi; toutefois il se peut que la tranche ne soit pas présentée avant la 76^e réunion.

31. Le Comité exécutif pourrait envisager demander au Secrétariat d'envoyer des lettres sur les décisions prises au sujet des retards dans la présentation des tranches, aux gouvernements dont la liste figure au tableau 1 du présent document.

Tranches présentées mais retirées après discussion avec le Secrétariat

32. Le tableau 2 contient les tranches présentées à la 74^e réunion mais qui ont été retirées par les agences d'exécution concernées, après examen par le Secrétariat. Les raisons fournies pour le retrait incluent : progrès et décaissement insuffisants pour la tranche approuvée, divergences/vérification des données, signature de tous les accords de subventions partielles et besoin de vérification des données.

Tableau 2. Tranches présentées mais retirées après discussion avec le Secrétariat

Pays	Agence	Tranche	Montant (incluant les coûts d'appui)	Raison du retrait	Incidence sur la conformité	Consommation de 2013 en dessous du gel	Accord signé	Nouvelle date de présentation (réunion)
Bahreïn	PNUE	2014	163 850	Progrès et taux de décaissement insuffisants	Non	Oui	Oui	75 ^e
Guatemala*	ONUDI	2015	57 808	Divergences/vérification des données	Non	Non	N.D.	75 ^e
Guatemala*	PNUE	2015	50 850	Divergences/vérification des données	Non	Non**	Signé mais annulé par la suite	75 ^e
Jordanie	Banque mondiale	2013	905 956	Signature de toutes les ententes de sous-traitance	Non	Oui	Non pour un accord de subvention partielle	75 ^e
Jordanie	ONUDI	2013	24 181	Signature de toutes les ententes de sous-traitance pour le volet de la Banque mondiale	Non	Oui	N.D.	75 ^e
Sénégal	PNUE	2014	169 330	Données doivent être vérifiées	Non	Oui	Oui	75 ^e
Sénégal	ONUDI	2014	80 625	Données doivent être vérifiées	Non	Oui	Oui	75 ^e
Venezuela (République bolivarienne du)	PNUE	2015	15 332	Progrès et taux de décaissement insuffisants	Non	Oui	Oui	75 ^e
Venezuela (République bolivarienne du)	ONUDI	2015	188 590	Progrès insuffisants et faible taux de décaissement	Non	Oui	Oui	75 ^e
Total			1 656 522					

* Une fois le document finalisé après de longues discussions avec le Secrétariat, l'ONUDI a informé le Secrétariat que le document devait être retiré car les divergences dans les données ne pourraient être résolues à temps.

** Pas certain que le Guatemala soit en conformité avec le plan d'action (décision XXVI/16).

33. Le Comité exécutif pourrait envisager demander au Secrétariat d'envoyer des lettres sur les décisions prises au sujet des retards dans la présentation des tranches, aux gouvernements dont la liste figure au tableau 2 du présent document.

Recommandations

34. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- (a) Prendre note :
 - (i) Du rapport sur les retards dans la présentation des tranches, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/6;
 - (ii) Des informations sur les retards dans la présentation des tranches dans le cadre des accords pluriannuels, transmises au Secrétariat par la France, l'Allemagne, le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale;
 - (iii) Que 61 des 96 activités reliées aux tranches des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) qui devaient être présentées, ont été présentées en temps voulu à la 74^e réunion et que neuf de ces tranches ont été retirées après discussion avec le Secrétariat;
 - (iv) Que les agences d'exécution concernées ont signalé que les retards dans la présentation des tranches de PGEH dues à la première réunion de 2015 ont une incidence nulle ou peu probable sur la conformité et que rien n'indique que ces pays n'ont pas respecté le gel de la consommation de HCFC de 2013, à l'exception :
 - a. De la République populaire démocratique de Corée, pour laquelle les Parties au Protocole de Montréal ont pris note avec satisfaction du plan d'action soumis par la Partie pour assurer son retour à la conformité aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal sur la consommation de HCFC en 2015 et aux mesures de réglementation sur la production en 2016, conformément à la décision XXVI/15; et
 - b. Du Guatemala pour lequel les Parties au Protocole de Montréal ont pris note avec satisfaction du plan d'action soumis par la Partie pour assurer son retour à la conformité aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal sur la consommation et sa décision de ramener sa consommation de HCFC en 2014 sous le niveau de consommation autorisée d'un montant correspondant au montant excédentaire consommé en 2013, conformément à la décision XXVI/16; et
- (b) Demander au Secrétariat d'envoyer des lettres sur les décisions prises au sujet des retards dans la présentation des tranches, aux gouvernements dont la liste figure à l'Annexe I du présent document.

Annexe I

**LETTRES À ENVOYER AUX GOUVERNEMENTS CONCERNÉS
AU SUJET DES RETARDS DANS LA PRÉSENTATION DES TRANCHES**

Pays	Recommandation du Secrétariat au Comité exécutif
Albanie	Prendre note des retards dus au changement d'administrateur de l'ozone mais aussi de l'adoption d'un plan de travail; inciter le gouvernement de l'Albanie à terminer le rapport de vérification, à accélérer la mise en oeuvre du projet et à travailler avec le PNUE et l'ONUDI afin que la tranche de 2015 du PGEH puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Algérie	Prendre note que la troisième tranche (2014) devait être présentée à la 71 ^e réunion en 2013; inciter le gouvernement de l'Algérie à encourager les entreprises concernées à achever la reconversion de leurs chaînes de production à des technologies sans HCFC, à travailler avec l'ONUDI afin que la tranche de 2014 du PGEH puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Angola	Prendre note que la troisième tranche (2013) devait être présentée à l'avant-dernière réunion; inciter le gouvernement de l'Angola à accélérer l'achèvement des activités en suspens, à travailler avec le PNUD afin que la troisième tranche (2013) de l'étape I du PGEH puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Antigua-et-Barbuda	Prendre note qu'il y avait suffisamment de fonds provenant de la première tranche; inciter le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda à accélérer l'achèvement des activités de la première tranche (2012), à remettre les rapports périodique et financier exigés et à travailler avec le PNUE afin que la seconde tranche (2015) puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Bahreïn	Prendre note que la seconde tranche (2014) a été retirée; inciter le gouvernement de Bahreïn à travailler avec le PNUE pour accélérer les progrès afin que la tranche de 2014 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Chili	Prendre note que la tranche de 2013 a été approuvée à la 73 ^e réunion en novembre 2014; inciter le gouvernement du Chili à finaliser l'accord avec le PNUE, à accélérer la mise en oeuvre des activités de la tranche en cours de mise en oeuvre, à travailler avec le PNUD et le PNUE afin que la tranche de 2014 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Côte d'Ivoire	Prendre note que la seconde tranche (2014) devait être présentée à l'avant-dernière réunion; inciter le gouvernement de la Côte d'Ivoire à achever le rapport de vérification afin que le PNUE puisse présenter la seconde tranche (2014) à la 75 ^e réunion.
République populaire démocratique de Corée	Prendre note des retards causés par l'aménagement des modalités de financement et les restrictions empêchant le déplacement d'experts internationaux dans ce pays mais que ces restrictions ont été levées par le pays et qu'une mission est prévue pour mai 2015; inciter le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée à faciliter le déroulement de cette mission, à finaliser les modalités de financement et à travailler avec le PNUE et l'ONUDI afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
République démocratique du Congo	Prendre note des changements survenus au sein de l'UNO et des retards dans le processus d'approvisionnement; inciter le gouvernement de la République démocratique du Congo à travailler avec le PNUD et le PNUE afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.

Pays	Recommandation du Secrétariat au Comité exécutif
Guatemala	Prendre note que la tranche de 2015 a été retirée; inciter le gouvernement du Guatemala à travailler avec l'ONUDI et le PNUE afin de résoudre les divergences des données, à soumettre le rapport de vérification et à signer l'accord pertinent pour accélérer les progrès afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Haïti	Prendre note que la seconde tranche (2014) devait être présentée il y a 3 réunions en 2013 mais que Haïti n'a pas confirmé la mise en place d'un système de quotas pour les HCFC; inciter le gouvernement d'Haïti à travailler avec le PNUE pour accélérer la mise en place du système de quotas afin que la seconde tranche (2014) puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Jordanie	Prendre note que la seconde tranche (2013) a été retirée; inciter le gouvernement de Jordanie à travailler avec la Banque mondiale afin d'accélérer la signature des accords de subventions partielles restants afin que la seconde tranche puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Kenya	Prendre note que la troisième tranche (2015) a été retardée; inciter le gouvernement du Kenya à travailler avec la France afin d'achever le rapport de vérification sur les objectifs de la consommation nationale et que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Maldives	Prendre note que la troisième tranche (2015) a été retardée; inciter le gouvernement des Maldives à travailler avec le PNUE afin que le rapport de vérification puisse être achevé et que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 76 ^e réunion.
Monténégro	Prendre note que la troisième tranche (2015) a été retardée; inciter le gouvernement du Monténégro à travailler avec l'ONUDI afin d'accélérer la mise en oeuvre du plan de travail révisé et que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Myanmar	Prendre note que le pays remplit les conditions de la décision 68/31(e) exigeant la mise en place d'un système de quotas; inciter le gouvernement du Myanmar à finaliser l'accord avec le PNUE et à accélérer la mise en oeuvre de la tranche afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Pérou	Prendre note que la tranche de 2013 aurait pu être présentée il y a quatre réunions et des changements survenus au sein de l'UNO; inciter le gouvernement du Pérou à signer l'accord avec le PNUE et à accélérer la mise en oeuvre afin que la tranche de 2013 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Qatar	Prendre note que les tranches de 2013 et de 2014 n'ont pas été présentées; inciter le gouvernement du Qatar à accélérer la signature de la lettre d'endossement afin que la tranche de 2013 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, avec un plan d'action révisé pour tenir compte de la réallocation des tranches de 2014 et subséquentes, en conséquence.
Sainte-Lucie	Prendre note du changement de la date de présentation de la tranche pour la première réunion de l'année; inciter le gouvernement de Sainte-Lucie à travailler avec le PNUE et l'ONUDI afin de présenter la tranche de 2015 à la 75 ^e réunion.
Saint Vincent et les Grenadines	Prendre note du changement de la date de présentation de la tranche pour la première réunion de l'année; inciter le gouvernement de Saint Vincent et les Grenadines à travailler avec le PNUE afin de présenter la tranche 2015 à la 75 ^e réunion.
Arabie saoudite	Prendre note que la présentation du rapport de vérification de 2013 sur la consommation de SAO a été retardée et que l'accord avec le PNUE n'avait pas été signé; inciter le gouvernement de l'Arabie saoudite à travailler avec l'ONUDI pour accélérer la mise en oeuvre du projet et signer son accord avec le PNUE afin que la quatrième tranche (2014) puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Sénégal	Prendre note que la seconde tranche (2014) a été retirée; inciter le gouvernement du Sénégal à travailler avec le PNUE et l'ONUDI pour vérifier les données afin que la tranche de 2014 puisse être présentée à la 75 ^e réunion.

Pays	Recommandation du Secrétariat au Comité exécutif
Seychelles	Prendre note que la mise en oeuvre de la seconde tranche (2013) a été retardée; inciter le gouvernement des Seychelles à travailler avec l'Allemagne pour mettre en oeuvre les obligations contractuelles afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Timor-Leste	Prendre note qu'il y avait suffisamment de fonds provenant de la seconde tranche (2013) pour la mise en oeuvre des activités jusqu'en décembre 2015; inciter le gouvernement du Timor-Leste à travailler avec le PNUD et le PNUE pour accélérer la mise en oeuvre afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Turquie	Prendre note du changement survenu au sein de l'UNO et du retard du rapport de vérification des objectifs de consommation nationale; inciter le gouvernement de la Turquie à travailler avec l'ONUDI à l'achèvement du rapport de vérification afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion.
Venezuela (République bolivarienne du)	Prendre note du retrait de la quatrième tranche (2015); inciter le gouvernement du Venezuela à travailler avec le PNUE et l'ONUDI pour accélérer les progrès afin que la tranche de 2015 puisse être présentée à la 75 ^e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente aura été atteint.
Viet Nam	Prendre note du changement de la date de présentation de la tranche pour la première réunion de l'année; inciter le gouvernement du Viet Nam à travailler avec la Banque mondiale pour présenter la troisième tranche (2015) à la 75 ^e réunion.
Yémen	Prendre note des difficultés rencontrées pour finaliser le rapport sur les objectifs de la consommation nationale et de l'instabilité politique actuelle dans le pays; inciter le gouvernement du Yémen à travailler avec le PNUE pour achever le rapport de vérification et accélérer la mise en oeuvre du projet afin que la seconde tranche (2014) puisse être présentée à la 75 ^e ou la 76 ^e réunion.